

Bulletin des actes administratifs
Université Claude Bernard Lyon 1

Numéro 211 du 4 janvier 2022

Bulletin des actes administratifs

Université Claude Bernard Lyon 1

4 janvier 2022

Arrêté n° 111-2021-DSI-071 portant délégations de signature, UFR Biosciences

Arrêté n° 001-2022-DIV-001 relatif à l'obligation du port du masque au sein des enceintes et locaux de l'UCBL



Arrêté n° 111-2021-DSI-071 portant délégations de signature

UFR Biosciences

LE PRESIDENT DE L'UNIVERSITE,

Vu le Code de l'Education notamment ses articles L.712-2 ; L.713-1 ; L.713-4 ; L.713-9 ; L.714-1 ; L.714-2 ; L.953-2 ;

Vu les statuts de l'Université Lyon 1 ;

Vu le procès-verbal du 1^{er} décembre 2020 proclamant le résultat de l'élection de M. Frédéric FLEURY en qualité de Président de l'Université Claude Bernard Lyon 1 ;

ARRETE

Article 1 : Délégation de signature est donnée à Mme Kathrin GIESELER, directrice de l'UFR Biosciences, à l'effet de signer les actes établis par l'UFR dans les domaines suivants :

1.1. En matière d'affaires financières et de marchés publics :

- 1.1.1.** Tous les actes relatifs à l'exécution du budget propre de l'UB ou du CBF 08 ;
- 1.1.2.** Tous les actes relatifs à l'exécution du budget propre des centres financiers rattachés à l'UFR dans l'UB 933 (Activités Industrielles et Commerciales) ;
- 1.1.3.** En l'absence de marchés contractés par l'Université, les contrats de fournitures et de services jusqu'à 90.000€ HT dans le respect du règlement intérieur des marchés publics de l'université.

1.2. En matière de scolarité et de vie universitaire :

- Pour la première année de licence du portail Sciences de la Vie et de la Terre (SVT)
- Pour les autres formations relevant de l'UFR Biosciences

1.2.1. Tous les actes, décisions, certificats, procès-verbaux et documents de toute nature relatifs aux candidatures, à l'inscription et à la scolarité des étudiants relevant de la composante, à l'exclusion des diplômes ;

1.2.2. Les conventions de stages concernant les étudiants ainsi que les stagiaires en formation continue de la composante et les conventions d'accueil en stage dans les services de la composante ou les laboratoires rattachés à la composante.

1.3. En matière de gestion de personnels :

1.3.1. Les convocations et ordres de mission concernant les personnels de l'UFR pour les missions en France et au sein de l'Union Européenne. Il est rappelé que sont exclus de la présente délégation : les déplacements à l'étranger (hors Union Européenne) et les ordres de mission permanents ;

1.3.2. Les états de frais de déplacements temporaires des personnes extérieures intervenant pour le compte de l'UFR ;

1.3.3. Les certificats de prise en charge des accidents du travail.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de la directrice, Mme Patricia DOUBLET, reçoit délégation pour signer les actes mentionnés à l'article 1^{er} à l'exception des contrats de fournitures et de services.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de la directrice, Mme Claire VALIENTE-MORO et Mme Patricia LUIS reçoivent délégation pour signer tous les actes relatifs à l'exécution du budget propre de la plateforme de microbiologie, centre financier 961F1090.

Article 4 : En cas d'absence ou d'empêchement de la directrice et de la délégataire mentionnée à l'article 2, M. Oiasfi CHAABNIA, DGS Adjoint - Finances, reçoit délégation pour signer les actes mentionnés aux points 1.1.1 et 1.1.2 de l'article 1^{er}.

Article 5 : En cas d'absence ou d'empêchement de la directrice ou des délégataires mentionnés aux articles 1 à 4, M. Cédric ETCHEVERRY, responsable de Pôle de gestion Doua, reçoit délégation pour signer les actes mentionnés aux points 1.1.1 et 1.1.2 de l'article 1^{er}.

Article 6 : L'arrêté n° DS 2020-172 est abrogé. Les dispositions de la présente décision prendront fin, sauf modifications, au plus tard à la fin du mandat du Président ou en cas de changement de fonction du délégataire

Article 7 : Le Directeur Général des Services de l'Université est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié par tout moyen susceptible d'en assurer la plus large diffusion et notamment au bulletin des actes administratifs de l'Université. Cet arrêté sera transmis à M. le Recteur, Chancelier des universités.

Villeurbanne, le 13 décembre 2021

Le Président de l'Université

Frédéric FLEURY



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois suivant sa publication.



ARRETE n°001-2022-DIV-001 relatif à l'obligation du port du masque au sein des enceintes et locaux de l'Université Claude Bernard Lyon 1 et au respect des gestes dits barrières

Le Président de l'Université Claude Bernard Lyon 1

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L.712-2, R.712-1 et suivants ;
Vu la loi n° 2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
Vu le décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de crise sanitaire ;
Vu les statuts et le règlement intérieur de l'UCBL ;
Vu le procès-verbal du 1er décembre 2020 proclamant le résultat de l'élection de M. Frédéric FLEURY en qualité de Président de l'Université Claude Bernard Lyon 1 ;
Vu l'arrêté préfectoral n° 69-2021-12-29-00001 du 29 décembre 2021 portant obligation du port du masque dans le département du Rhône ;

Considérant l'avis du Haut comité pour la santé publique (HCSP) relatif à l'adaptation de sa doctrine et des mesures barrières et au port de masque dans les lieux clos recevant du public (notamment dans les établissements d'enseignement supérieur), dans le cadre de la pandémie de Covid-19 en date du 20 août 2020 recommandant « *De porter systématiquement un masque dans les salles d'enseignement ou amphithéâtres et dans les espaces communs (ou enceinte) des bâtiments et lors de tout déplacement* » ;

Considérant l'ordonnance du Conseil d'Etat n°443751 du 6 septembre 2020 rappelant que : « *le caractère proportionné d'une mesure de police s'apprécie nécessairement en tenant compte de ses conséquences pour les personnes concernées et de son caractère approprié pour atteindre le but d'intérêt général poursuivi* » et que « *sa simplicité et sa lisibilité, nécessaires à sa bonne connaissance et à sa correcte application par les personnes auxquelles elle s'adresse, sont un élément de son effectivité qui doivent, à ce titre, être prises en considération* ».

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Le port du masque est obligatoire :

- au sein des locaux affectés à l'université et notamment dans l'ensemble des salles d'enseignement ou amphithéâtres, dans tous les espaces communs des bâtiments ainsi que lors de tout déplacement au sein des locaux à l'exception des bureaux individuels lorsque les personnes qui les occupent s'y trouvent seules ;
- et dans les espaces extérieurs aménagés dans les enceintes des sites de l'Université.

Cette obligation est applicable à toute personne de onze ans ou plus sauf :

- aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus telles que définies par le décret n°2021-699 du 1er juin 2021 ;
- aux personnes installées, le temps d'un repas ou d'une collation, dans des espaces de restauration identifiés, à condition d'être assises et dans le respect des règles de distanciation physique ;



- aux usagers lorsqu'ils pratiquent une activité physique ou sportive participant à la formation universitaire et au personnel de l'Université pratiquant une activité sportive sous réserve du respect des instructions et consignes spécifiques applicables à chaque activité physique ou sportive qui leurs sont communiquées par le service ou la composante concernés ;

Les personnes ne respectant pas cette obligation se verront interdire l'accès aux locaux.

Outre l'interdiction d'accès aux locaux, le non-respect de cette obligation est susceptible de donner lieu à des poursuites disciplinaires.

Article 2 :

Il est rappelé que, en complément du port du masque, les mesures d'hygiène et de distanciation sociale, dites barrières, définies au niveau national, doivent être observées en tout lieu et en toute circonstance au sein de l'établissement.

Les mesures d'hygiène sont les suivantes :

- se laver régulièrement les mains à l'eau et au savon ou par une friction avec une solution pour la désinfection des mains conforme à la norme EN 14476 ;
- se couvrir systématiquement le nez et la bouche en toussant ou éternuant dans son coude ;
- se moucher dans un mouchoir à usage unique à éliminer immédiatement dans une poubelle ;
- éviter de se toucher le visage, en particulier le nez, la bouche et les yeux.

Les mesures de distanciation sociale sont les suivantes :

- distance d'au moins un mètre ou d'un siège, entre deux personnes lorsqu'elles sont côte à côte ou qu'elles se font face, dans la mesure où elle n'affecte pas la capacité d'accueil de l'établissement dans les salles de cours et les espaces clos ;
- distance d'au moins deux mètres pour les activités physiques et sportives autorisées, sauf lorsque, par sa nature même, l'activité ne le permet pas ;
- distance d'au moins un mètre entre deux personnes dans les espaces non clos.

Article 3 :

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication. L'arrêté n°2021-AA01 relatif à l'obligation du port du masque au sein des enceintes et locaux de l'Université Claude Bernard Lyon 1 et au respect des gestes dits barrières est abrogé.

Article 4 :

Le Directeur Général des Services et les directeurs et directrices de composantes et services communs sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Villeurbanne, le 3 janvier 2022

Le Président de l'Université

Frédéric FLEURY